

LA TRIBUNE DES TRAVAILLEURS

34, rue Villiers-de-l'Isle-Adam - 75020 Paris
administration@latribunedesttravailleurs.fr

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis annonce de nouveaux coups brutaux contre les travailleurs américains, contre les jeunes, contre les Noirs, contre les migrants. Elle annonce également, dans tous les domaines, de nouveaux coups contre les droits démocratiques, les droits des femmes, les droits syndicaux, etc. Elle annonce également un nouveau déchaînement d'agressions contre les peuples du monde entier.

En France, l'annonce de l'élection de Trump est saisie par les représentants des partis de « gauche » pour en appeler à l'union contre les « populistes et les extrêmes droites » (1).

Pour les travailleurs et les militants qui, en France, observent avec une inquiétude légitime les événements outre-Atlantique, il est important de rétablir les faits.

Les faits, les voici : la principale responsabilité de l'élection de Donald Trump réside dans les choix des dirigeants du mouvement ouvrier américain et des principales organisations noires. Renonçant à une politique ouvrière indépendante, ces dirigeants ont apporté leur soutien à la candidate de Wall Street et de la classe capitaliste : Hillary Clinton. Cette stratégie n'est pas nouvelle. En 2008, les dirigeants de la principale centrale syndicale, l'AFL-CIO, avaient été mandatés par leur congrès pour exiger l'instauration d'un système d'assurance maladie fondé sur le salaire différé, « single payer healthcare », une question centrale, alors que 52 millions d'Américains étaient privés de toute couverture maladie. Pourtant, les mêmes dirigeants ont décidé d'apporter leur soutien au candidat du Parti démocrate, lequel s'est empressé de mettre en place un système d'assurance privée, pour le plus grand bénéfice des capitalistes. Ce système - Obamacare - a comme conséquence une envolée considérable des dépenses de santé pour les familles ouvrières qui a pesé dans le rejet exprimé de la candidate démocrate ce 8 novembre 2016.

De manière plus générale, sous la présidence d'Obama, les plans de démantèlement de l'industrie se sont poursuivis, ainsi que la privatisation massive des systèmes de santé et d'éducation. Durant cette présidence, la politique de guerre s'est étendue à toute la planète, entraînant la dislocation de nations entières et l'exode de millions de personnes. Sous Obama, les assassinats de Noirs par la police se sont multipliés à un rythme sans précédent, tandis que le nombre de migrants déportés au Mexique atteignait un niveau record.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que de larges secteurs de la jeunesse noire, pourtant mobilisée dans le mouvement « Black lives matter », aient refusé de voter ?

Faut-il s'étonner que de larges secteurs de la classe ouvrière se soient abstenus ? Faut-il s'étonner que d'autres, poussés par le désespoir d'un affaissement économique et social ininterrompu, se soient laissés entraîner par la démagogie populiste et réactionnaire de celui qui se présentait comme le candidat anti-establishment ?

Répetons-le : la preuve est faite, une nouvelle fois, que la politique du « moindre mal », au nom de laquelle les responsables des organisations ouvrières ont appelé à soutenir Clinton a débouché en réalité sur ce qu'ils présentaient comme le « pire mal », l'élection de Trump.

Cela a déjà été le cas dans l'histoire. Et ceux qui, en France aujourd'hui, au nom de la lutte contre le « moindre mal », voudraient justifier l'alliance avec les partis du gouvernement, ceux-là ne font que préparer les conditions du « pire mal » français.

En France, comme aux États-Unis, la défense de la démocratie, des conquêtes ouvrières, la lutte contre la guerre, contre le racisme, contre la chasse aux immigrés, passe par l'indépendance des organisations ouvrières.

Le refus de se soumettre aux partis et aux institutions capitalistes de tous ordres, c'est, aux États-Unis, la nécessité pour la classe ouvrière et pour les organisations noires, de jeter les bases de leur propre représentation politique fidèle aux intérêts ouvriers. C'est, en France, le combat pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République, pour l'abrogation de toutes les contre-réformes anti-ouvrières, pour l'Assemblée constituante souveraine.

Contre la pire réaction, le front unique des travailleurs et de leurs organisations, sur des bases de classe et en toute indépendance, est la seule réponse appropriée.

(1) Les mêmes termes sont utilisés dans les communiqués publiés ce jour par le Parti communiste français et le Parti socialiste.

Le 9 novembre 2016, 17 heures

La Tribune des travailleurs, datée du 16 novembre, publiera un dossier spécial sur la signification et les conséquences de l'élection présidentielle américaine préparé en commun avec nos correspondants aux États-Unis.

Retenez ce numéro, abonnez-vous !